

Directeurs-Gérants :
F. DE RODAYS & **A. PÉRIER**
 Rédacteur en chef. Administrateur.
 SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :
Gaston CALMETTE
 TÉLÉPHONE : 102.46 Rédaction
 102.47 Administration
 ANNONCES ET RÉCLAMES
 Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

LE FIGARO

H. DE VILLEMESSANT
 Fondateur
 RÉDACTION
 ADMINISTRATION — PUBLICITÉ
 26, Rue Drouot, 26 — PARIS
 ABONNEMENT
 Trois Mois 15 » 30 » 60 »
 Six Mois 28 75 57 50 75 »
 Un An 52 50 104 50 125 »
 On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

MORT DE Francisque Sarcey

Je n'ai jamais senti plus durement qu'aujourd'hui l'obligation du devoir professionnel et j'écris cet article les yeux gonflés. J'avais envers Francisque Sarcey de telles obligations, il me témoignait depuis mes débuts une sympathie si attentive, je lui portais en retour tant d'affection et de reconnaissance, que sa mort me cause une de ces douleurs intimes et profondes qui voudraient rester repliées sur elles-mêmes, sans confiance publique ni souci de littérature. D'autre part, faisant métier d'écrire, je manquerais à mon devoir comme à la mémoire de mon maître, si je ne me joignais à ceux qui vont dire ce que perdent avec lui les lettres françaises et, plus encore, ceux qui étaient aimés de cet homme excellent.

Aucun, parmi les littérateurs de notre temps, ne pouvait se flatter d'avoir plus de lecteurs que Sarcey et de leur être plus nécessaire. Ces lecteurs comprenaient depuis l'élite intellectuelle jusqu'à la petite bourgeoisie et au menu peuple. Son jour était si attendu que l'absence de son article était événement. Depuis quarante ans, cet événement ne s'est produit que deux fois : en 1884, lorsque, pour conserver la vue, il dut prendre le temps de subir une grave opération et, ces jours derniers, lorsque, en sortant du théâtre, il s'est couché pour mourir. Aucun homme n'a plus aimé la littérature ni fait plus vaillamment son métier de journaliste. Son labeur était énorme et il donnait un exemple de vaillance professionnelle auquel je ne vois rien de supérieur, dans le présent ni dans le passé. Jusqu'au seuil de la vieillesse, il a écrit deux et trois articles par jour, avec une force, une fécondité, une bonne humeur sans lassitude. Il a été comme le Dumas père de la chronique et du feuilleton.

Sa bonté était infinie, comme son indulgence et son incapacité de rancune. Certes, il était redoutable dans la polémique et il avait une façon à lui d'assommer l'adversaire, d'un coup de patte inattendu, je dirais presque avec un air de bonhomie cordiale ; mais cela, c'était la lutte. Il oubliait avec la même facilité les coups qu'il avait donnés et ceux qu'il avait reçus. Il était un ami incomparable par le dévouement et l'abnégation. About et lui ont raconté ce qu'ils étaient l'un pour l'autre, mais, parmi ceux dont la vie n'est pas publique et se raconte moins, combien lui ont donné et en ont reçu une affection fraternelle !

Cordial avec ses contemporains et ses égaux, il a été longtemps une providence pour les jeunes et les débutants. La plupart des hommes arrivés sont peu accessibles et se défendent contre les sollicitations ; ils n'aiment guère la jeunesse, ou même la jalousent ; ils n'en parlent et n'acceptent sa concurrence qu'à contre-cœur. La porte de Sarcey était toujours ouverte et il tendait volontiers la main aux nouveaux venus. Il signalait avec bonheur le talent naissant et les promesses d'avenir. Jusqu'au jour où, devant un changement profond des idées et des genres, il lui fut impossible, malgré le plus sincère effort, de suivre une évolution qui eût exigé de sa part une transformation impossible à son âge, il a salué et aidé les nouveaux venus. Parmi les écrivains qui ont aujourd'hui de quarante à quarante-cinq ans, il y en a bien peu qui ne lui doivent pas un de ces encouragements décisifs qui ouvrent une carrière.

Dans la critique, Sarcey fut un bourgeois et un professeur, avec toutes les qualités et quelques-uns des défauts que, par définition, ces deux mots impliquent. Sorti de la classe moyenne et élevé dans ses idées, au moment de son apogée politique et sociale, il avait reçu, comme normalien, le meilleur de l'instruction universitaire. Il était richement pourvu de bon sens et il aimait la prose ; il répugnait à la fantaisie et il sentait médiocrement la haute poésie. Il avait assisté à la banqueroute finale du romantisme, en politique comme en littérature ; il avait vu l'avènement du réalisme et il l'avait suivi, pour ne plus le quitter. Sa robuste poitrine ne respirait à l'aise que près de terre ; ses larges pieds ne quittaient pas le sol ; ses yeux attentifs de myope ne risquaient pas leur regard au delà de leur rayon visuel, mais, ce qu'il voyait, comme il le voyait bien !

A l'école normale il s'était nourri de littérature latine, la littérature moyenne et pratique entre toutes ; comme l'Université d'alors, il n'avait pris qu'une faible teinture du grec, autrement large et haut. Dans la littérature française, il avait mis le centre de ses goûts au milieu du dix-septième siècle, celui qu'il a dominé Boileau, l'homme du bon sens. Il y avait fait entrer aussi Rabelais et Voltaire ; avec Rabelais, il satisfaisait un penchant tout bourgeois de liberté gauleuse ; avec Voltaire, il apprenait la raison lumineuse, la passion de l'esprit, l'aversion pour l'emphase, l'irrévérence narquoise envers la prétention et la sottise.

Il appliquait d'abord cette culture au métier de professeur. Il avait la passion d'enseigner et il s'y était livré avec bonheur dans une chaire, toute sa vie, si l'administration universitaire de ce temps-là, autoritaire et dévote, n'eût rendu le métier impossible à un rabelaisien et à un voltairien.

Il donnait donc sa démission et se lançait dans la vie littéraire. Il y restait ce que l'avaient fait la nature et l'éducation, un bourgeois et un professeur. Il tâton-

nait quelque temps, faisait laborieusement son apprentissage de journaliste en tous genres — chronique, polémique et politique — puis, concurremment avec ces diverses besognes, il s'appliquait avec passion à la critique théâtrale et, rapidement, à côté de Théophile Gautier, de Jules Janin, de Paul de Saint-Victor, il y révélait une maîtrise.

D'abord, il aimait le théâtre comme on ne l'a jamais aimé. Le métier de critique dramatique, qui, pour deux au moins de ses grands confrères, était une corvée, et pour tous les trois, un prétexte à faire autre chose, lui causait une joie intense et il y donnait le meilleur de lui-même. Il ne pouvait passer ses soirées qu'au théâtre et il était si malheureux, pendant les mois d'été, lorsque la Comédie-Française elle-même fermait ses portes pour voyager, qu'il faisait sa malle et la suivait. De 1850 à mercredi dernier, bien rares furent les journées où il ne passait pas quatre heures dans une salle de spectacle, et souvent huit, en matinée et en soirée.

Son sens inné du théâtre se développait par l'étude journalistique, mais, dès le début, il avait une esthétique non seulement arrêtée dans ses grandes lignes, mais immuable, car elle était l'expression même de sa nature, comme il arrive pour tous les talents originaux. C'était encore une esthétique de bourgeois et de professeur. Il avait le goût de l'honnête, du raisonnable et du régulier ; il voulait que toute pièce fût claire et logique. Il était aussi capable d'émotion que de gaieté, mais, si l'aimait à rire jusqu'aux larmes, il n'aimait pas qu'il lui servit les sentiments violents à trop haute dose. Il sentait profondément la poésie, depuis l'héroïsme de Corneille jusqu'à l'élégance de Marivaux ; pourtant, celle de Shakespeare, ou même de Musset, le laissait froid.

Surtout, il tenait pour la distinction des genres, fondement de la doctrine classique. Il voulait que le théâtre fût du théâtre, non du roman, ou du lyrisme, ou de l'histoire. Aux tentatives de ce qui n'était pas du théâtre et prétendait s'y imposer malgré la nature des choses, il préférait les formes inférieures du théâtre, mais qui en étaient. Il résistait à celles-là et les repoussait comme des intrusions ; il avait pour celles-ci des indulgences infinies.

De là toutes ses préférences et toutes ses antipathies. Il admirait Scribe, qui n'était ni psychologue ni écrivain, en core moins poète, mais qui poussait le cœur du théâtre jusqu'au génie. Il prenait un vif plaisir aux pièces « bien faites » et faiblement écrites de Casimir Delavigne et de Ponsard. Il admirait la force scénique et la pensée vigoureuse et le courage de Dumas fils, mais il résistait souvent aux thèses et aux prétentions morales de l'auteur du *Fils naturel* et de la *Visite de nocces*, quoi qu'il fût lui-même moraliste et polémiste en dehors de ses feuilletons, car la philosophie devait, selon lui, rester en dehors du théâtre, qui n'admet que la peinture des mœurs. Il lui préférait de tout son cœur Augier, c'est-à-dire l'esprit bourgeois incarné dans un grand auteur dramatique ; il lui préférait Sardou, le plus doué pour la scène de tous nos écrivains ; il lui préférait Meilhac et Halévy, qui excellaient à revêtir d'une forme scénique l'observation amusée de la vie parisienne. Il adorait en Labiche un maître du rire, et tout autant le Labiche du *Chapeau de paille d'Italie* que celui du *Voyage de M. Perrichon*. Un vaudeville sans prétention, c'est-à-dire sans vérité et sans style, mais bien fait, c'est-à-dire amusant par un habile emploi des moyens consacrés — quiproquos, travestissements, cache-cache, rencontres imprévues, etc. — lui était un ravissement.

Classique et bourgeois, il était par cela même traditionnel. Il aimait le répertoire, même à l'Odéon, et il avait le culte de la Comédie-Française. Il suivait assidûment leurs représentations classiques, dédaignées par tous ses confrères ; il leur conseillait leurs directeurs ; il les défendait contre les critiques imméritées ou dangereuses ; il suivait attentivement leurs artistes dans toutes leurs créations et reprises, d'une sévérité ou d'une indulgence qu'inspirait sa passion du théâtre et d'un certain genre de théâtre. Il estimait avec raison qu'une Comédie-Française et un Odéon sont des modèles ou des exercices indispensables aux auteurs, aux acteurs et au public.

Il lui a été reproché de suivre docilement le goût public et de lui subordonner son propre sentiment. Rien de plus injuste. Au théâtre, Sarcey n'a jamais aimé et défendu que son propre goût. Il lui est souvent arrivé de faire campagne entre le public et le théâtre, mais c'est que, au théâtre, le public finit toujours par avoir raison, parce que c'est lui qui apporte son argent, et, sans argent, pas de théâtre. Mais, toujours, il s'efforçait de diriger le goût public dans la voie qu'il estimait non seulement la meilleure, mais la seule bonne, son goût à lui. Cet homme qui, dans la vie privée, était non seulement malléable, mais faible par bonté, restait « ferme comme un Turc » sur les principes.

Comme ces principes s'accordaient en leur ensemble avec le goût moyen du public, qu'il en reprenait sans cesse l'exposition et la défense, qu'il les appuyait de son autorité incomparable, que chaque ligne de son feuilleton, même dans une injustice et ses partis pris, témoignait de sa sincérité, il avait acquis une autorité incomparable et unique. Avec lui disparaît un juge redouté et estimé de tous, même de ceux qui, auteurs ou artistes, affectaient de l'ignorer. Les uns et les autres le liaient tous les dimanches soir ; tous, même les intransigeants, en faisaient leur profit. Quant au public, au grand public comme aux délégués, il lui était indispensable.

Aujourd'hui disparaît un représentant typique de notre esprit national, un de

ceux qui ont incarné sa tradition, c'est-à-dire la conscience qu'un peuple a de lui-même. Avec nos excellences et nos faiblesses, Sarcey fut une incarnation notable de notre race. Là-bas, chez les morts, Boileau va l'accueillir et le conduire vers le coin d'élection où Corneille, Racine et Molière voisinent avec Victor Hugo, Dumas et Augier. Sarcey critiquera les maladresses de Corneille, les négligences et les dévouements de Molière, trois, au moins des pièces de Racine ; ils lui donneront raison, en bloc, avec la sérénité des immortels, mais Molière, qui a fait la *Critique de l'Ecole des Femmes* et l'*Impromptu de Versailles*, réclamera le rang que mérite l'auteur de la *Visite de nocces*. Sarcey résistera, mais, l'air des champs Elysées aidant, cet air subtil qui purifie et allège le pénétrera lui-même et, après amende honorable, lui-même prendra son rang, au-dessous de Boileau, car il a trop écrit, mais fort au-dessus de Geoffroy et même de La Harpe.

J'aurais à dire encore ce que fut, chez Sarcey, le journaliste, l'homme qui, chaque matin, dit son sentiment sur « tout ce dont il est question », tout ce qui lui arrive, toute sa vie, tout son caractère. J'aurais à marquer les étapes successives de son esprit, à rappeler ses campagnes fougueuses au XIX^e siècle d'abord contre bien des choses, qui, depuis, lui ont inspiré remords et respect. J'aurais à raconter comment il a créé un genre, la conférence de théâtre, ou, tout au moins, l'a enrichi, car il n'était pas le seul à l'imprimer sa marque sur ce caractère, s'y mettant tout entier. J'aurais à caractériser le polémiste, amusant entre tous pour la galerie, qui ne demande que plaies et bosses, et entre tous redoutable à ses adversaires, car il piquait en souriant, d'un coup d'épingle et au bon endroit, les balons les plus gonflés.

Je m'arrête, car je suis déjà long. Le lecteur voudra bien m'excuser en songeant qu'un homme tel que Sarcey ne se mesure pas en deux colonnes et, surtout, qu'il occupa dans la critique du siècle une place assez large pour que les historiens de notre littérature reviennent nécessairement sur les jugements portés au lendemain de sa mort. J'ajouterai seulement, comme suprême éloge, que cet écrivain fut uniquement un homme de lettres, passionné pour sa profession à un degré tel que notre siècle n'en a pas connu d'aussi désintéressé de tout ce qui n'était pas la littérature, et la littérature la plus laborieuse, la plus militante, la plus absorbante, celle du journal. Il n'a voulu ni de la richesse, ni des honneurs, ni de la politique, non par fausse modestie ou impuissance orgueilleuse, mais par vraie philosophie, amour exclusif des lettres et sentiment juste de ce qu'il était. Il n'y aura sur son cercueil ni croix ni palmes, mais, dans toutes les histoires de la littérature française, il aura son nom.

Gustave Larroumet.

Francisque Sarcey est mort cette nuit, à 4 heures 25 du matin.

Ce triste dénouement de sa maladie avait été prévu et annoncé, dès le début, par les docteurs Moizard et Félizet qui l'ont soigné avec tant de dévouement ; mais, on voulait cacher au malade son véritable état et lui faire illusion à lui-même le plus longtemps possible par les notes rassurantes publiées dans les journaux, que M. Francisque Sarcey s'est fait lire jusqu'au dernier jour.

Judi matin, il avait senti les premières atteintes du mal auquel il succomba. Sa journée de mercredi avait été fort occupée, puis, il avait assisté à la première communion de son fils, au collège Stanislas, déjeuné chez son ami Jules Claretie, écrit pour le *Figaro* son « Grain de bon sens », et le soir il s'était rendu au théâtre, selon son habitude quotidienne.

Il avait pris froid en rentrant, rue de Douai, en voiture découverte, et une congestion pulmonaire, que rien ne put conjurer, se déclara presque aussitôt.

Son agonie a été très douce. Vers minuit, entouré de sa femme, de ses quatre enfants et de son gendre, qui ne quittaient plus son chevet depuis vingt-quatre heures, il parlait encore de ses articles quotidiens qu'il espérait reprendre et de son feuilleton du *Temps* qu'il n'avait pu donner avant-hier. Mais, malgré cet apparent apaisement, sa respiration devenait de plus en plus pénible et de plus en plus lente. Peu à peu il s'assoupit, fermant les yeux comme pour se reposer.

C'était l'éternel sommeil qui s'emparait de lui. A une heure vingt-cinq, le docteur Félizet déclara que tout était fini. Les obsèques ne seront fixées que demain. Il est probable que le corps sera incinéré au Père-Lachaise, à moins qu'un récent testament n'ait modifié les premières décisions que Francisque Sarcey avait prises au moment où la Société en faveur de la crémation, société dont il fut un des adeptes, se forma.

M. Francisque Sarcey était né à Douard (Seine-et-Oise), le 8 octobre 1828. Il avait donc 71 ans.

Ses débuts ont été bien souvent rappelés, car il est peu de journalistes qui aient à un égal degré défrayé la chronique et alimenté les auteurs de biographies et d'aneddotes.

Après de brillantes études au lycée Charlemagne, où il obtint plusieurs prix au Concours général, il fut reçu à l'Ecole normale en 1848, dans la grande promotion dont faisaient partie Taine et Edmond About. De 1851 à 1858, il fut successivement professeur de quatrième, de troisième, de rhétorique et de philosophie dans les collèges de Chaumont, Rodez, Lesneven et Grenoble. Mais déjà il était hanté par le démon du journalisme, et il donnait aux journaux de l'époque des articles dont l'anonymat fut bientôt percé et qui attirèrent sur lui les foudres ministérielles.

Il fut obligé de donner sa démission, et, appelé à Paris par Edmond About, son vieil ami, il y publia dans le *Figaro* — qui fut donc le journal de ses débuts — une série d'études de critique contemporaine, sous le pseudonyme de Satané Binet.

A la fin de 1859, Francisque Sarcey fut chargé du feuilleton dramatique dans l'*Opinion nationale* d'Adolphe Guéroult, et il passa de là, en 1867, au rez-de-chaussée du *Temps*, qu'il ne devait plus quitter.

Au mois de mai 1871, il entra au *XIX^e Siècle* d'Edmond About, et il y fit de nombreuses et retentissantes campagnes. Ayant déjà, M. Francisque Sarcey s'était fait remarquer par l'ardeur de ses polémiques, et il avait même eu à ce propos un certain nombre de duels, dont l'un, en 1863, avec Clément Duvernois.

Indépendamment de son œuvre de journaliste, de critique et de conférencier, qui a été considérable, l'éminent écrivain a publié en librairie : le *Nouveau Seigneur du village*, recueil de nouvelles satiriques ; le *Mot et le Choix*, études et récréations philologiques ; le *Siege de Paris*, impressions et souvenirs ; les *Misères d'un fonctionnaire chinois*, *Souvenirs de jeunesse*, *Souvenirs d'âge mûr*, etc., etc.

Échos

La Température

La situation reste très mauvaise ; le baromètre s'est encore abaissé dans le Nord et dans le Sud ; à Paris, il était, hier matin, à 747 mm ; des pluies sont signalées en France un peu partout. La température s'est également abaissée ; elle était hier : 15° au-dessus du matin, à huit heures, et 18° dans l'après-midi ; on notait 20° à Marseille. Un régime de vent d'Ouest va dominer, avec temps frais et pluvieux. Dans la soirée, le baromètre restait à 751 mm.

Les Courses

A deux heures, Courses à Enghien. — Gagnants de Robert Milton :

Prix de l'Indre : L'Aurore II.
 Prix de la Marche : Hykos.
 Prix du Berry : Radès.
 Steeple-Chase annuel d'Enghien : Vigoureux.
 Prix de la Creuse : Bigoudis.

L'AFFAIRE ET LE SYLLABUS

J'ai fait hier soir une découverte qui m'a rempli de stupeur et de chagrin. Le 24 décembre 1884, le grand Pape Pie IX, l'auguste prédécesseur de Léon XIII, lançait du Vatican une encyclique historique qui porte, comme toutes les encycliques, pour titre ses deux premiers mots : « *Quanta cura* ». Elle avait pour but de dénoncer, de flétrir et d'anathématiser les erreurs philosophiques, morales et politiques que l'Eglise catholique considère comme opposées à sa doctrine et incompatibles avec son existence.

Le Saint-Père prononçait que quiconque professerait les propositions condamnées devait être anathématisé. — « *Anathema sit*. » En droit canon, l'anathème est une sentence qui excommunie et qui rejette du sein de l'Eglise ceux qui en sont frappés, et au moyen âge l'anathème était même considéré comme plus terrible encore que l'excommunication.

A la suite de l'encyclique *Quanta cura* et pour la compléter, Pie IX fit paraître une sorte de table des matières interdites, un résumé, un sommaire. En latin, ce résumé, ce sommaire s'appelle *Syllabus*. Le *Syllabus* est donc la liste des erreurs qu'on ne peut pas soutenir sans être anathématisé, c'est-à-dire rejeté du sein de l'Eglise catholique.

Je m'étais dit : Il est impossible qu'il n'y ait pas dans le *Syllabus* la condamnation de quelque-une des erreurs monstrueuses sur lesquelles s'appuient les gens qui combattent la Justice et la Vérité depuis dix-huit mois. J'ai donc relu le *Syllabus*.

Il énumère quatre-vingts propositions damnables et condamnables. J'y ai trouvé mon affaire. C'est la soixante-quatrième proposition.

Pie IX anathématisé ceux qui prétendent que :

« La violation d'un serment, quel-
 que saint qu'il soit, et toute action criminelle
 ou honteuse opposée à la loi éternelle, non
 seulement ne doit pas être blâmée, mais est
 tout à fait licite et digne des plus grands
 éloges, quand elle est inspirée par l'amour de
 la patrie. »

Ce texte semble avoir prévu, dès 1864, qu'en 1899 un certain nombre de fidèles, dont quelques-uns porteurs de grands noms catholiques et monarchistes, professeraient que le faux du lieutenant-colonel Henry et son suicide, incontestablement opposés à la loi éternelle, étaient dignes des plus grands éloges parce qu'ils avaient été inspirés par le patriotisme ; et que ces personnes distinguées appuieraient leur profession de foi anticatholique par une souscription publique destinée à lui donner plus de poids. D'où il appert que, doivent réclamer aujourd'hui leur argent, au moins la levée de l'excommunication qui pèse sur eux, sans qu'ils s'en doutent.

Je me permets de les avertir de bonne amitié, afin qu'il n'y ait pas de surprises au Jugement dernier. — J. CORNÉLY.

A Travers Paris

M. Léon Bourgeois, M. d'Estournelles de Constant et les délégués techniques à la conférence pour le désarmement ont quitté Paris hier, par l'express de midi quarante, se rendant à La Haye.

Un attaché du cabinet du ministre des affaires étrangères était venu à la gare les saluer au nom de M. Delcassé. Avant-hier, une dernière réunion des délégués s'était tenue au quai d'Orsay. Les ministres de la guerre et de la marine y assistaient.

Le chef de la délégation russe, M. de Staël, qui présidera le congrès, est arrivé à La Haye un peu souffrant. Il a remis au ministre des affaires étrangères du royaume, de la part de l'Empereur, le grand cordon de Saint-Alexandre-Neviski. Dans la journée d'hier, M. de Staël a visité le palais du Bois, où se tiendra le congrès.

La séance inaugurale s'ouvrira jeudi, à deux heures.

Le lieutenant-colonel Picquart adressera aujourd'hui à la Chambre des mises en accusation un mémoire pour demander un supplément d'enquête sur la falsification, aujourd'hui reconnue, qu'on a fait subir au petit bleu, après son départ du ministère de la guerre.

Dans ce mémoire, le lieutenant-colonel Picquart demandera en même temps à la Chambre des mises en accusation d'ordonner sa mise en liberté provisoire.

La reprise du cours de M. George Duruy à l'Ecole polytechnique a eu lieu hier soir, dans les conditions d'ordre et de tranquillité absolue que l'on pouvait souhaiter.

Le sujet traité par le professeur était : *La conquête morale de l'Alsace par la Monarchie, la Révolution et le premier Empire*.

Deux nouvelles qui attristeront le grand monde parisien, parce qu'elles atteignent deux des familles les plus considérées de la haute société.

L'un des fils du général de Gallifet, le lieutenant Marius de Gallifet, du 18^e chasseurs en garnison à Saint-Germain, a fait une terrible chute de cheval et s'est fendu le crâne.

Son état est des plus graves.

Une dépêche a prévenu de cette catastrophe le général et la marquise de Gallifet. Le général s'est rendu en toute hâte, à trois heures, à Saint-Germain-en-Laye, et la marquise de Gallifet est arrivée peu après.

Tous deux restent au chevet du blessé.

Le général de Ganay, qui est revenu de Tunisie dans un état de santé fort inquiétant pour sa famille et ses nombreux amis, a eu, depuis son arrivée ici, une rechute grave.

Il est installé chez les Frères de Saint-Jean-de-Dieu.

Une curieuse permutation.

M. Bourgeois, ancien élève de l'Ecole polytechnique, lieutenant d'artillerie de l'armée de terre, dont la démission est acceptée, est nommé aspirant de 1^{re} classe.

Les élèves de l'Ecole polytechnique peuvent entrer dans la marine avec le grade d'aspirant de 1^{re} classe, tandis que les élèves du *Borda* n'ont que le grade d'aspirant de 2^e classe. Il n'y a donc rien de subversif à voir un ex-polytechnicien devenir aspirant de 1^{re} classe. Mais, d'ordinaire, c'est à la sortie de l'Ecole que l'on choisit le corps dans lequel on désire entrer. Et le passage d'un officier de l'armée de terre dans l'armée de mer, est, nous le croyons bien, un nouveau fait.

Après tout, Bougainville, d'Estaing, Borda, et d'autres, ont été des transfuges de l'armée, et ils n'ont pas fait trop mauvaise figure dans nos flottes.

La première journée de la vente Mühlbacher n'a pas démenti le succès qui fit accourir la foule à la galerie Georges Petit pendant les deux jours d'exposition : le chiffre de la vacation d'hier accuse 635,065 francs.

Aujourd'hui, continuation de la vente.

INSTANTANÉ

ERNEST DAUDET

Le génie colonial français est entretenu par une élite d'explorateurs infatigables, dont les découvertes font l'admiration des peuples étrangers : notre génie historique a la même bonne fortune. Lui aussi, il a des pionniers, des chercheurs, toujours à l'affût des documents inédits, des archives publiques et privées qui les renseignent. Au premier rang de ces intellectuels de haute marque apparaît Ernest Daudet.

Il apporte aujourd'hui au public si nombreux qui le suit avidement un nouveau volume, détaché d'une œuvre qui en contiendra deux. Le volume a pour titre *Louis XVIII et le Duc Decazes*. Le sujet semblait épuisé : il nous revient tout rajeuni, encadré dans un récit impartial, alerte, éloquent, avec le dépouillement des archives du château de la Grave, auxquelles Ernest Daudet a eu libre accès, et dans lesquelles il a puisé à son aise. Louis XVIII y apparaît sous ses traits les plus authentiques, puisque c'est sa correspondance personnelle (environ 2,000 lettres autographes) avec le ministre qui honore d'une confiance et d'une affection sans exemple qui a fourni à l'auteur sa principale documentation. Nourrie par des trésors pareils, la culture de l'histoire ne peut être qu'une série de bonnes fortunes.

Mais l'histoire dans sa forme classique et établie sur des pièces de première main ne suffit pas à Ernest Daudet. Il aime encore à la répandre dans des romans attrayants, où les personnages, quoique fictifs, se meuvent au milieu d'une société et d'un cadre absolument conformes à la vérité historique. La Restauration, qu'il connaît si bien, lui a ouvert, de ce côté, des voies qu'il utilise avec une remarquable habileté. Telle est l'originalité de son dernier roman : *Les Deux Evêques*.

Ernest Daudet, par son labeur persévérant et l'acuité de son sens historique, a fourni depuis vingt ans une œuvre immense et supérieure, notamment sur la chouannerie, les émigrés, la Terreur blanche, etc. Il compte ainsi dix-dix-sept volumes. Je l'appellerai donc, sans flatterie, le plus grand remueur d'archives de ce temps.

Mgr Lavergne passait une année par Bordeaux et y était pour les œuvres si intéressantes par lui fondées en Algérie. Comme il faisait une visite aux directeurs de la maison Marie Brizard et Roger, ceux-ci lui dirent qu'ils lui offrieraient bien pour ses malades quelques caisses d'anisette en plus de leur offre, si cette liqueur n'avait peut-être un caractère par trop mondain. « Eh quoi ! leur répondit l'illustre évêque de Carthage, votre anisette n'est-elle pas un digestif ? Les apéritifs sont œuvres du démon, mais les digestifs sont œuvres de Dieu, et l'accepte ! »

La vente de la collection du duc de Valençay, qui terminera les grandes enchères du mois, compte plusieurs pièces de toute rareté ; et parmi celles-ci, le portrait de Christophe Colomb par Sebastiano del Piombo.

On sait que ce portrait est le seul connu de Christophe Colomb. Lors de l'Exposition commémorative de Chicago, le gouvernement américain avait demandé cette œuvre au duc de Valençay et l'avait assurée pour une somme d'un million : c'est dire toute l'importance que les Américains attachent à cette image unique du grand navigateur. Pourtant la famille du duc de Valençay ignore à quelle date et dans quelle circonstance l'œuvre entra dans la collection, si riche en portraits historiques, et il serait intéressant de savoir s'il n'existe pas, au fond de quelque archive, un document permettant d'établir l'état civil de cette œuvre si précieuse.

Le *Monde moderne* a réuni dans son numéro du mois de mai une série d'articles aussi intéressants que variés. Citons notamment l'étude de M. Hippolyte Buffenoir sur « l'Amour dans Lamartine », les notes sur M. Paul Deschanel, les articles sur les campagnes de Napoléon en Italie, sur les Archives nationales, sur la prison nouvelle de Fresnes-lès-Rumais, sur les singes anthropoïdes ; l'excurSION pittoresque de M. Alphonse de Calonne dans les Côtes-du-Nord ; l'émouvante nouvelle de M. B.-H. Gausseron ; des pages d'un vif intérêt sur le mouvement scientifique, géographique, littéraire, musical, etc. ; le tout parsemé de nombreuses et magnifiques illustrations, qui font de cette publication l'une des plus séduisantes du temps présent.

Il ressort de la statistique officielle publiée par le *Bonfort's Wine and Spirit Circular* que l'importation des vins de Champagne aux Etats-Unis a été, en 1898, de 2,733,000 bouteilles.

Dans ce chiffre, le G. H. Mumm est compris pour un million quarante-deux mille bouteilles. A l'occasion de cette publication, M. Emile Jourdan, le représentant bien connu de la célèbre maison de Reims, à qui nous devons la propagation de la marque si appréciée du « Cordon rouge », réunissait samedi la fine fleur de nos restaurateurs et leur offrait, au café de Paris, ce merveilleux déjeuner « de la statistique », qui restera légendaire dans les fastes de la cuisine française.

Nouvelles à la Main

Au cercle.

On parle d'un raffineur jouant très gros jeu et poursuivi par une guileuse persistante.

— Au train dont il va, il aura vite fait de manger sa raffinerie.

— Oui ; il ferait bien de faire analyser son usine pour voir s'il lui reste du sucre !

Le Masque de Fer.

LA DERNIÈRE ÉTAPE

DE

L'AFFAIRE DREYFUS

VIII

Les experts de 1894

Nous avons parlé de MM. Gobert, Bertillon.

Lorsque l'instruction régulière contre Dreyfus fut ouverte, M. d'Ormescheville dut recourir à une expertise en règle.

Le président du Tribunal civil de la Seine désigna MM. Teyssonniers, Charavay et Pelletier, qui prêtèrent serment. M. Pelletier fut entièrement de l'avis de M. Gobert. Il déclara que le bordereau n'était pas écrit de la main de Dreyfus.

M. Charavay, après quelque hésitation, attribua finalement le bordereau à Dreyfus, tout en signalant *diverses dissimulations*, surtout quant à la forme donnée

Le rapport de M. Bertillon est l'œuvre d'un fou; l'avez-vous lu ?

R. — Je ne connais pas M. Bertillon. Vraiment, vous avez lu tout le dossier ?

D. — En entier. Mais c'est une machination; ne croyez-vous pas que c'est une machination ?

R. — Oui, votre frère est accusé de machinations.

D. — Non ! ce n'est pas ce que nous voulons dire. C'est une machination contre notre frère, parce qu'il est officier juif, et qu'on voulait le mettre hors de l'armée.

R. — Permettez ! On n'a pas de pareilles idées dans l'armée, de monter une semblable affaire uniquement parce qu'il est juif.

D. — Mais le huis clos que l'on veut prononcer, ce n'est pas admissible, et les débats doivent être publics. Ne trouvez-vous pas ?

R. — Cela ne me regarde pas, c'est l'affaire du Conseil de guerre.

Seulement, dans les affaires d'espionnage, aussi bien en Allemagne qu'en Italie qu'en France, on a toujours prononcé le huis clos. Rappelez-vous le procès des deux officiers de marine français arrêtés à Kiel, et l'affaire toute récente du capitaine Romani.

D. — Mais notre frère est innocent ! M. Demange nous a dit qu'il n'avait jamais eu à défendre un accusé aussi innocent !

Et pourquoi aurait-il menti ? Ce n'est pas pour de l'argent, avec sa fortune, ce n'est pas le jeu qui l'y a poussé ; il ne joue pas ; ce ne sont pas les femmes.

R. — Je n'en sais rien.

D. (sur un ton irrité). — C'est le commandant du Paty qui a une attitude incroyable ! Je ne voudrais pas être à sa place.

Il a été jusqu'à traiter notre frère de misérable dans un de ses interrogatoires à la prison.

R. — Permettez ! Je vous arrête ici. Je ne connais pas d'officier plus honorable que le commandant du Paty.

D. — Mais cette pièce, où a-t-elle été trouvée ? Comment s'est-on procuré ?

R. — Je n'en sais rien.

D. — Vous êtes tenu par le secret professionnel ?

R. — C'est possible ! Mais je ne puis rien vous dire à ce sujet.

D. — Notre frère est innocent ; nous voulons le réhabiliter quel qu'il arrive ; nous ferons tout pour cela.

R. — Je comprends que vous n'admettiez pas que votre frère soit coupable ; votre famille passe à Mulhouse pour avoir des sentiments très français. Je compatis à votre peine, mais il faut vous en rapporter à la justice. Il n'y a rien à faire en dehors d'elle, et ce que la presse peut dire ne peut brouiller le cas de votre frère en ce moment.

D. — Que notre frère soit acquitté ou condamné, nous ferons tout pour le réhabiliter. Notre fortune est à votre disposition si vous pouvez nous y aider.

R. — Comment dites-vous ? Je vous prie de faire attention.

D. (D'un air désolé). — Mais, pardon, nous voulons dire qu'à notre besoin nous dépendons de votre fortune pour trouver la véritable vérité, pour arriver à la découverte de la vérité. Car il y a bien un traître, n'est-ce pas ? mais ce n'est pas notre frère.

R. — Sans doute, il doit y avoir un traître, puisque l'on a arrêté votre frère pour cela.

D. — Eh bien ! nous le trouverons, celui-là ! Pouvez-vous nous y aider ?

R. — Je n'y puis rien, et puis je ne vois pas comment vous pourriez cet autre traître (d'après vous). Croyez bien que, si l'on a arrêté votre frère, c'est que l'on a dû faire des recherches longues et sérieuses avant de s'y décider. Et puis, pour faire vos recherches, il faudrait que vous vous installiez au ministère, que le ministre et tous les officiers fussent à votre disposition, etc. Cela ne me paraît pas très pratique.

D. — Nous ferons tout.

Ces dernières questions reviennent ensuite plusieurs fois de suite, à peu près dans les mêmes termes. J'y réponds toujours que je n'y puis rien ; qu'il faut s'en rapporter au Conseil de guerre.

Nota. — Le précédent entretien est rapporté aussi, d'élément que ma mémoire me l'a permis.

En tout cas, c'est le sens exact.

Le lieutenant-colonel, SANDHERR.

* A propos d'un article de M. Henri Rochefort, publié hier dans l'*Intransigeant*, l'Agence *Havas* a communiqué aux journaux la note suivante :

Un journal du matin affirme que M. Delcassé a été autrefois le secrétaire du baron de Reinach. C'est absolument inexact : M. Delcassé n'a même jamais vu le baron de Reinach.

* Le *Rappel*, à propos des explications données à un rédacteur de la *Liberté* par M. François Coppée, relativement à son attitude dans l'affaire Dreyfus, raconte le fait suivant :

M. Coppée aurait pu raconter comment, au moment où M. Scheurer-Kestner commençait son œuvre, convaincu de l'innocence de Dreyfus, il présenta au *Journal*, au commencement de l'automne 1897, un article réclamant la révision que M. Fernand Xau refusa d'insérer.

Il aurait pu nous dire qu'il avait fait prévenir Emile Zola de son intention de faire appel à la générosité publique pour obtenir la réhabilitation d'un officier injustement et illégalement condamné, et que son article du *Journal* devait paraître en même temps que le premier article de Zola sur le même sujet au *Figaro*, l'un complétant l'autre sur divers points.

Interrogé sur ce fait par un de nos confrères du *Temps*, M. François Coppée a dit : « Avoir rien à répondre ».

* La *Revue des Revues* apporte, sous la signature du D^r Cabanes, toute une série de documents inédits se rattachant à la famille de Balzac et à sa descendance. Contrairement à ce que l'on a si souvent répété, l'auteur de la *Comédie Humaine* n'était Tourangeau que de naissance, et non d'origine. Son père, fonctionnaire transplanté du Languedoc, son pays natal, à Paris, ne vient habiter qu'au commencement de 1709, le chef-lieu de l'Indre-et-Loire, lorsqu'il fut chargé des subsistances de la 22^e division militaire, ayant pour siège Tours. Il avait épousé à Paris, le 30 janvier 1707, Anne-Charlotte-Laure Salambier, fille du directeur des hôpitaux, et, nous dit la *Revue des Revues*, c'est à Paris qu'Honoré de Balzac fut conçu, puisqu'il est né le 20 mai 1799. Donc, le grand écrivain dont on a célébré le centenaire était, en réalité, Parisien par sa mère et Méridional par son père qui s'enorgueillissait d'être Gascon. Les ancêtres de Balzac orthographiaient leur nom *Balsca* et, quoi qu'on en ait dit, ils étaient de simples roturiers n'ayant pas droit à la particule. Honoré de Balzac avait un frère, Henri, plus jeune que lui de neuf ans, et qui partit pour l'Amérique : on ne sait ce qu'il est devenu. De ses deux sœurs, l'une, Laure, épousa en 1820 M. Midi de La Grennaye-Surville, ingénieur en chef des ponts et chaussées. Elle écrivit elle-même quelques romans, auxquels, paraît-il, son frère collabora. L'autre sœur, Laurence, qui mourut en 1827, avait épousé M. de Montaigne. Les seuls descendants directs, encore survivants, d'Honoré de Balzac, sont : MM. Surville-Duhamel, publiciste, petit-fils de M. de

Montaigne, fils de l'ancien secrétaire de M. Grévy ; M. Paul de Montaigne, fils de Laurence, ingénieur au canal de Suez, et sa sœur Mme Pierre Carrier-Belleuse, femme de l'artiste bien connu. Quant au nom même de Balzac, aucun membre de sa famille ne l'a perpétué, mais l'illustre romancier l'a rendu lui-même immortel.

Le Liseur.

CE QU'IL FAUT BOIRE

Dans cette saison, rien n'est plus agréable à boire que le délicieux vin blanc Lextra ; il stimule les fonctions digestives en même temps qu'il repose l'estomac. Livraisons depuis 6 bouteilles : 80 c. ; le rouge, 70 c. ; la bouteille d'un litre, verre compris, et repris pour 5 c. ; labarrique, franco en toutes gares, 115 fr. ; le rouge, 100 fr. Escompte 3 0/0. Avenue de l'Opéra, 14.

LA CHAMBRE

Lundi 15 mai.

L'ALGÉRIE

Cette interminable interpellation sur l'Algérie est une interpellation interminable ; on la laisse, on la reprend, on l'interrompt pour la retrouver quand on a un peu de temps devant soi. *Interpellation, interminable, interrompue, interminable*, les mots possèdent vraiment une force intrinsèque pour caractériser les choses ; voyez de quelles onomatopées j'ai été amené, sans le faire exprès, à me servir pour qualifier ce débat sans fin dans lequel tant d'interlocuteurs menacent d'intervenir.

C'était aujourd'hui le tour de M. Barthou. Il a prononcé un discours magistral qui a rempli toute la séance et que toute la Chambre, sauf une poignée d'antisémites, a énergiquement applaudi. Il a touché à la plupart des questions qui intéressent notre grande colonie africaine et proposé, pour chacune, des solutions pratiques. Enfin il a regardé en face, il a même pris corps à corps le fantôme de l'antisémitisme et lui a porté de rudes coups.

Des le début de ses développements — ai-je besoin de le dire — il s'est associé, sous bannière d'inventaire, à cette demande d'enquête qu'on affecte aujourd'hui de considérer comme une panacée, et qui sera un cataplasme inoffensif sur une plaie vive ; mais il n'a pas dissimulé le peu de confiance que cette nouvelle étude lui inspirait.

L'étude est faite ; seulement on n'ose pas en tirer les conséquences. Qui donc ignore à cette heure l'état réel de cette Algérie qui ne demandait qu'à prospérer et à s'enrichir lorsque des politiciens sans vergogne sont venus la bouleverser de fond en comble ? Admirez ce tableau, tracé par un maître :

M. Barthou. — De cette situation se dégage, pour nous, une comparaison : d'un côté l'Algérie laborieuse, tenace, l'Algérie du mouton, de la vigne ; de l'autre côté, l'Algérie de l'agitation, de la discorde, de l'industrie politique. (Applaudissements à gauche et au centre.) Bruit sur quelques bancs à l'extrême gauche. Oui, l'Algérie politique (Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs), poussant jusqu'à l'abus l'usage des libertés dont une folle imprévoyance leur accorde le privilège (Applaudissements), l'Algérie des partis, des classes, traînant derrière elle, dans les batailles électorales, tantôt des milliers d'indigènes Israélites, incohérents de leurs droits qu'ils ont été trop brutalement appelés à exercer (Très bien ! très bien !) et tantôt ces milliers de néo-Français, devenus tels par l'automatisme de la loi, mais restés étrangers par la langue, par les mœurs et souvent par les espérances (Très bien ! très bien !) et dont l'invasion croissante crée le plus redoutable danger pour notre domination en Algérie. (Applaudissements.)

Il y a deux politiques entre lesquelles il faut choisir et je suis à la tribune pour demander à M. le gouverneur général quelle est celle qu'il adopte.

Je ne lui fais pas l'injure de penser qu'il puisse lui seul instant. Mon interpellation, je le sais, n'est pas inspirée par un sentiment de suspicion ou de malveillance à son égard ; tout le monde sait qu'en échangeant sa situation incontestée à la tête du Conseil d'Etat pour cette nouvelle existence au milieu des tempêtes, il a fait un acte de courage et de civisme dont la Chambre tout entière lui saura gré. (Vifs applaudissements.)

Le gouverneur général est là, impassible, qui empêche ces louanges sans sourcil et qui en récompense tout à l'heure M. Barthou par une interruption aussi désobligeante qu'inattendue.

L'orateur déplore qu'importés par notre manie d'unification nous ayons cru l'avenir de l'Algérie intéressé à une assimilation complète et hâtive. Nous n'avons assimilé que sur le papier. Pourquoi cette division en départements ? Pourquoi cette dangereuse application de toutes les lois de la métropole, et plus spécialement de la liberté de la presse à un pays « où l'apreté des polémiques s'exaspère des rivalités de race et de l'action continue de l'intrigue étrangère » ? On est parvenu à diminuer, à discréditer aux yeux des indigènes tous les gouvernements généraux.

M. Barthou. — Qui peut mesurer l'ineffable empreinte marquée dans l'esprit des indigènes par des attaques dirigées contre ceux qui administrent l'Algérie au nom de la France ? Contre le gouverneur général, celui d'hier ou celui d'aujourd'hui, chaque jour traîné dans la boue, diffamé, injurié, assailli par une haine implacable jusque dans son honneur et jusque — je le dis à la honte de ceux qui se livrent à ces abominables pratiques — jusque dans la vie privée des siens. (Vifs applaudissements.)

Qui peut calculer la profondeur de mépris creusée dans ces âmes de millions d'indigènes, habitués à confondre l'homme et la fonction, à respecter l'homme dans la fonction et révoltés dans leur torpille hétéroclite par des attaques contre le plus haut représentant de la patrie française. (Nouveaux applaudissements.)

S'ils passaient du mépris à l'action, qui prendrait la responsabilité d'excès causés par ces polémiques criminelles ?

M. Gillet. — Vous voudrez sans doute dénoncer avec la même force devant la Cour d'assises les abus commis par le préfet de l'Allier. (Très bien ! très bien !) à l'extrême gauche. — Bruit au centre.)

Cette interruption semble bizarre. Que vient faire, en Algérie, ce préfet de l'Allier ? C'est le premier essai d'une diversion qui recommencera, sans succès d'ailleurs, pendant toute la séance. Chaque fois que M. Barthou insistait sur un abus algérien, la rancune électorale, qui ne désarme jamais, lui lançait quelque allusion à la politique inté-

rieure du cabinet Méline. Mais ce petit stratagème ne le troublait pas.

Je passe rapidement sur les réformes qu'il a indiquées ; c'est tout un programme et le détail n'en serait point ici à sa place. Il a demandé, d'une manière générale, qu'on renforçât les pouvoirs du gouverneur et que l'Algérie passât du ministère de l'intérieur au ministère des colonies. J'ai cru comprendre aussi qu'il était partisan d'une large décentralisation. « Pour moi, l'attribution à l'Algérie de la personnalité civile et d'une certaine latitude dans sa gestion financière comporterait le droit de contracter des emprunts... » Là, toutefois, s'arrêtent ses concessions ; il n'admet pas, par exemple, la représentation des indigènes au Parlement.

Sur le décret Crémieux, c'est-à-dire sur cette naturalisation collective qui remonte à bientôt trente années, il a été très franc et très ferme. Ce qui est fait est fait et il n'y a plus à revenir. Ce décret émancipateur que M. Marchal a reproché à Crémieux comme une improvisation et une surprise, on y songeait, on le réclamait depuis longtemps. Les antisémites qui l'attaquent ne savent-ils pas qu'il porte la signature de Gambetta ; peu s'en est fallu qu'il ne portât celle de Napoléon III.

Aussi bien, ces fouteux ennemis d'Israël n'ont pas toujours montré les dents aux juifs ; ils leur ont même fait des mamours quand ils ont espéré les avoir pour électeurs et n'ont songé à les proscrire que le jour où cette espérance a été déçue. L'antisémitisme est, avant tout, une réclame électorale.

Vous imaginez bien que MM. Marchal et Morinaud ont regimbé contre cette fâcheuse constatation. Ils n'ont pas nié leur tendresse temporaire pour les Juifs ; mais ils ont brodé les variations habituelles sur le thème classique des opinions successives et surtout ils ont accusé M. Barthou d'avoir fait partie d'un cabinet qui, pendant deux ans, a accepté le concours des droites. On ne voit pas très bien le rapport.

Quoi qu'il en soit, l'orateur a déclaré qu'il était impossible de revenir sur le décret Crémieux ; il a félicité ceux qui réclament « la réintégration des fortunes juives », les a dégoûtés d'apporter à la tribune leur programme de confiscation et de proscription, et plusieurs salves de bravos très nourris ont prouvé au public des tribunes qu'il n'y avait pas, dans toute la Chambre, quinze antisémites convaincus.

C'est à ce moment qu'une étrange interruption du gouverneur général Laferrière a semblé trahir chez lui on ne sait quelle prévention hostile contre l'orateur. M. Barthou venait de s'expliquer catégoriquement sur ce décret Crémieux et, rappelant que certains journaux avaient attribué au gouverneur général l'intention de l'abroger, il protestait contre l'injure qu'on avait faite ainsi au bon sens de M. Laferrière : « J'affirme, disait-il, que jamais il n'abrogera ce décret !... » Alors, pourquoi l'insinuez-vous ? s'écrie M. Laferrière. Si bien que M. Barthou est obligé de lui répondre :

« Mais je n'insinue rien ; j'affirme, au contraire, je proclame ma foi absolue en votre clairvoyance et en votre sagesse ! »

Une fois ce petit malentendu dissipé, l'orateur a stigmatisé avec une énergie croissante, sans se laisser intimider par les clameurs des antisémites, cette politique violente, féroce, révolutionnaire qui aboutissait, en janvier, aux désordres et aux pillages d'Alger. Là encore, la Chambre entière était avec lui. Une voix, sur la Montagne, a paru regretter qu'on n'eût pas sacrifié ni dévalisé assez de boutiques juives. *Ces Pas assez* a provoqué un cri unanime de réprobation et de colère : « Je livre le mot à la conscience publique ! » a dit M. Paul Deschanel. A son tour, M. Barthou en a signalé toute la beauté, et il est descendu de la tribune en invitant la Chambre à abattre par une petite pluie de réformes légales cet odieux vent de haine qui soufflait d'un bout à l'autre de l'Algérie.

Les applaudissements et les félicitations de deux ou trois cents collègues l'ont plus que vengé des petits coups de patte de deux ou trois brailleurs, et s'il est vrai qu'il faut marquer les journées heureuses d'un caillou blanc, il peut marquer celle-ci d'une pierre de taille.

Pas-Perdus.

M. Paul Déroulède a adressé au président de la Chambre des députés la lettre suivante :

Monsieur le président,

Je fais appel à votre loyauté pour vous demander de transmettre à la Chambre ma protestation contre une affirmation deux fois erronée.

Au cours de la dernière séance, M. Charles Bos m'a accusé d'avoir voulu soulever un mouvement contre la République.

J'abord — et quoique je sois en effet traduit devant la Cour d'assises en vertu de l'article 25 de la loi sur la presse, ce n'est pas un régime que j'ai essayé de soulever, c'est un général que j'ai tenté d'entraîner avec sa brigade. Je n'ai pas prêché l'indiscipline à des soldats, j'ai proposé une révolte à un chef.

Ensuite, ce n'a jamais été, ce n'est pas la République que je combats, c'est le parlementarisme. Vouloir rétablir la souveraineté populaire n'est pas, je le sais, vouloir renverser les institutions républicaines.

Convaincu que vous comprendrez l'importance de cette double rectification et que vous ferez droit à la requête d'un prisonnier, qui, réglementairement, n'a plus, à l'heure actuelle, que ce moyen de se défendre devant la Chambre, j'ai l'honneur de vous prier d'agréer, monsieur le président, avec mes remerciements pour la communication faite, l'assurance de ma haute considération.

Paul DÉROULÈDE, député de la Charente, détenteur à la Conciergerie.

M. Paul Deschanel a répondu à M. Paul Déroulède par cette lettre :

Monsieur le député et cher collègue,

Je viens de recevoir la lettre par laquelle vous me priez de communiquer à la Chambre une rectification personnelle qui se rattache à la dernière séance.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'aux termes du règlement les explications pour faits personnels ne sauraient se produire sous cette forme.

Les précédents sont d'ailleurs conformes au texte du règlement.

Je ne peux donc que vous exprimer mes regrets d'être empêché de donner satisfaction au désir que vous aviez manifesté.

Agrez, monsieur le député et cher collègue, l'expression de mes sentiments les plus distingués et les plus dévoués.

Le président de la Chambre des députés, Paul DESCHANEL.

LE SÉNAT

Le projet de résolution présenté par M. Sébline et qui tend à appliquer en bloc à l'année 1900 le budget de 1899 gagne du terrain. Il n'aurait guère contre lui que les sénateurs d'un scrupule constitutionnel tourmenté ; mais M. Walon vient de les rassurer.

Dans une constitution fortement motivée, il raille ces délicatesses. Sans doute, « le vote annuel du budget est la règle à laquelle il importe de se tenir, mais le pouvoir qui le vote peut y déroger dans des cas absolument exceptionnels », et c'est en présence d'un de ces cas que le Parlement se trouve.

En attendant que la Commission des finances statue, après avoir conféré avec les ministres, le Sénat expédie le budget du commerce et de l'industrie ; mais il s'arrête court. M. Félix Martin désirant interpellier sur la date de la mise en vigueur de la loi sur les accidents du travail.

Il ne pense pas que l'ajournement en soit possible ; mais il ne pense pas non plus que la date du 1^{er} juin doive être maintenue. L'article 31 de la loi dit qu'elle sera applicable trois mois après la promulgation des règlements d'administration publique ; or, si le dernier de ces règlements a paru le 3 février, les arrêtés ministériels qui tranchent certaines questions ne datent que du 7 mai. Il faut donc renvoyer au 7 août l'application de la loi.

Le ministre du commerce se borne à répondre : « Le texte est formel ; l'article 33 ne vise que la publication officielle des règlements publics ; il ne s'occupe pas des arrêtés ministériels. Nous défendons la volonté du législateur. »

M. Thévenet invite le ministre à s'inspirer un peu moins de la lettre et un peu plus de l'esprit de la loi. Le législateur n'a pas tenu ses promesses puisqu'il n'a point rendu, malgré ses engagements formels, l'assurance plus facile. Il faut du temps et des efforts pour réaliser « les mutuelles » ; quant aux syndicats de garantie, tout reste à faire. Dans ces conditions, il est matériellement impossible d'appliquer cette loi à partir du 1^{er} juin. Saisissant la balle au bond, MM. Develle et Sallard déposent un projet de résolution « tendant à inviter le gouvernement à présenter un nouveau projet de loi et à fixer la date de l'application au 1^{er} janvier 1900 ».

Le ministre du commerce refuse ce présent, mais 196 voix contre 55 l'obligent à l'accepter.

C'est une défaite pour le gouvernement ; c'est une victoire pour le bon sens et l'équité.

P. B.

UNE CONFÉRENCE DE M^r IRELAND

L'ÉGLISE ET LE PEUPLE

174, rue de Vanves. — Une sorte de vaste hangar au milieu de terrains vagues. Sous ce hangar, deux mille ouvriers entassés, et une foule qui s'obstine dans l'étroit et rustique escalier qui y donne accès. C'est là que Mgr Ireland, après s'être fait entendre, la veille, à l'auditoire éminemment aristocratique de Sainte-Clotilde, va prendre contact avec le peuple de Paris. Sur l'estrade :

M. Brunetière, Mgr Mathieu, archevêque de Toulouse ; Mgr Bazin, les abbés Lemire et Gayraud, députés ; M. Georges Petit, membre de l'Institut ; l'abbé Lécuyer, professeur à l'Institut catholique ; l'abbé Boireau, le R. P. Maumus, M. Georges Goyau, etc.

Dans les yeux des hommes du peuple se lit une curiosité sympathique, rien de plus. Tout à l'heure, quand l'archevêque aura parlé, la curiosité satisfaite se transformera en un véritable enthousiasme, et des applaudissements frénétiques salueront l'évêque, le patriote, l'ami du peuple.

Evêque, patriote, ami du peuple, c'est sous ces trois aspects que M. Brunetière, qui préside la réunion, présente aux auditeurs l'illustre prélat.

L'évêque d'abord. Et M. Brunetière parle des progrès incessants et quasi miraculeux du catholicisme aux États-Unis, progrès dont on peut dire que l'archevêque de Saint-Paul a été l'un des plus actifs et des plus dévoués ouvriers.

Le patriote ensuite. Mgr Ireland aime la France, mais il est Américain jusqu'aux moelles ; il veut que tout soit Américain en Amérique. Est-ce à nous de l'en blâmer, à nous qui tenons en si grand honneur le patriotisme ? Et M. Brunetière rappelle le rôle de l'archevêque de Saint-Paul avant et pendant la guerre hispano-américaine : avant, il fit tout ce qui dépendait de lui pour l'empêcher ; mais quand elle fut devenue inévitable, il ne songea plus qu'à l'honneur du drapeau.

L'ami du peuple, enfin. M. Brunetière n'ose pas dire le démocrate, mais il rappelle les grands enseignements de l'Eglise et en particulier de Léon XIII sur la nécessité d'aller au peuple, de servir les intérêts du peuple, et il dit avec quelle haute intelligence de la situation économique et sociale du temps présent Mgr Ireland a obéi aux enseignements de l'Eglise, à la grande parole de Léon XIII.

M. Brunetière, dont l'allocation, d'une forme exquise, est chaleureusement applaudie, succède à M. Gayraud. Le député de Brest, moins timide que M. Brunetière, affirme nettement sa foi dans la démocratie, dans cette démocratie dont Léon XIII a solennellement proclamé naguère les droits, mais qu'il ne faut pas confondre avec le socialisme. Le socialisme, c'est le pavillon qui couvre l'athéisme et le matérialisme, c'est-à-dire la négation de Dieu et de l'âme.

On avait hâte d'entendre Mgr Ireland. L'archevêque se lève au milieu d'un silence religieux que trouble à peine, de minute en minute, pendant près d'une heure, le bruit des applaudissements.

Mgr Ireland est en redingote, je dis en redingote, une redingote comme tout le monde en porte, et non pas l'abominable soutanelle. Un peu de violet apparaît sous le col romain. L'anneau pastoral brille au doigt du prélat, dont le chapeau — un chapeau mou, de couleur noire — repose sur une chaise voisine.

Mgr Ireland reprend les trois points de l'allocation de M. Brunetière, et il expose tour à tour comment il comprend les devoirs de l'évêque, le patriotisme, l'amour du peuple.

Il rappelle l'anniversaire de ce jour, qui est celui de la publication de l'ency-

clique *Rerum novarum*, cette encyclique qui n'apporta pas au monde une vérité nouvelle, puisque sa doctrine est la doctrine même de l'Evangile, mais qui n'en marque pas moins une date dans l'histoire de l'Eglise, parce qu'elle a rappelé au monde des vérités trop oubliées.

Elle prélat commente avec une verve extraordinaire, une éloquence tour à tour enjouée, mordante, enflammée, avec des mots à l'emporte-pièce, avec des phrases lapidaires, la grande charte donnée par notre glorieux Pape aux travailleurs. Il parle des droits réciproques des patrons et des ouvriers, du droit à la vie, qui prime tous les autres droits ; et de la loi, protectrice des libertés ; et de la démocratie, qu'il faut baptiser, qu'il faut christianiser. Il dit les grands historiens et les traditions de la France. Il affirme, enfin, sa prédilection pour les petits, pour les humbles, pour les souffrants.

Et quand il s'arrête, une immense acclamation retentit ; le peuple, dont il a parlé avec tant d'éloquence et tant de piété si profondément humaine, fait à l'évêque, au tribun, une formidable ovation. Encore une pacifique victoire pour l'illustre prélat, qui gardera l'ensuis sûr, de sa rencontre avec le peuple de Paris, avec l'âme de ce peuple, un souvenir attendri et reconnaissant.

Julien de Narfon.

DÉSINFECTION AU FORMOCHLOROL

Il est de la plus élémentaire prudence en cas de maladie contagieuse, de décès, de faire procéder immédiatement à la désinfection de tous les objets mobiliers de l'appartement.

En téléphonant (237-18) à la Société Française de Désinfection par les vapeurs sèches de Formochlorol, 14, rue des Pyramides, on est promptement débarrassé de tout danger sans aucune détérioration, les matelas refaits, le linge blanchi.

Chez les Gens de lettres

C'est hier que le Comité de la Société des Gens de lettres a été appelé à nommer le successeur d'Edouard Montagne, son regretté délégué.

Les fonctions dans lesquelles il avait su remplacer Emmanuel Gonzales sont, quoique ne valant à leur titulaire qu'une indemnité annuelle de 6,000 francs, des plus délicates et des plus importantes. Le délégué prépare et maintient les rapports entre les écrivains et les nombreux journaux abonnés, dirige la répartition des droits entre les auteurs reproduits, élève l'ordre du jour des séances, etc.

Il y avait deux candidats également méritants : M. Charles Duguet qui a soutenu fait l'intérim de Gonzales et de Montagne, et M. Léonce de Larmandie, vice-président de la Société, qui avait sur son concurrent l'avantage plus immédiat de remplacer Montagne depuis sa maladie.

Après un tour, le scrutin a donné les résultats suivants, qui ont été définitifs :

Volants : 21

MM. L. de Larmandie... 45 voix.
Ch. Duguet... 5

Plus un bulletin blanc mis par le vice-président.

En conséquence de ce vote, M. Marcel Prévost a proclamé M. de Larmandie délégué de la Société.

L'élu a remercié en un chaleureux et spirituel discours où, après avoir fait l'éloge de ses prédécesseurs, il a dit :

Le plus grand reproche qu'on m'ait adressé est d'avoir été Rose-Croix. Mon Dieu, il n'y a pas grande différence entre la religion fondée par le Sâr et celle qu'on pratiquait jadis sur la montagne sainte. N'oublions pas que le saint-simonisme nous a donné Le Play qui organisa l'Exposition de 1876. Le Rose-Croix s'efforcera d'être aussi positif et pratique que lui.

Ceux mêmes qui avaient voté contre M. de Larmandie ont applaudi.

M. Marcel Prévost a fait procéder ensuite au remplacement du nouvel élu à la vice-présidence.

Par acclamation, M. Léon Barracand, auteur de *Vicomtesse*, le joli roman paru à l'*Illustration*, et de *Mariage mystique*, a été nommé vice-président.

Une triste nouvelle a attristé la fin de la séance. Un des membres les plus sympathiques de la Société, l'abbé Huot, ancien amonier militaire, ancien vicaire à Saint-Michel des Batignolles, auteur de nombreux ouvrages, vient de mourir à Sainte-Perrine, âgé de soixante-trois ans.

l'avertisseur, sont accourus et ont réussi, après une heure de travail, à se rendre maîtres du feu.

Les dégâts ont été approximativement évalués à une somme assez importante.

LES CAFES CARVALHO

Le chimiste Frémy a dit que le café était le don le plus généreux fait par la nature au monde des végétaux. Il avait raison, mais il ne songeait pas aux falsifications. Aujourd'hui, ce danger est écarté avec les cafés Carvalho, si purs et si parfumés, vendus en boîtes cachetées dans les bonnes maisons de 85, rue Turbigo; 26, rue Cadet; 52, rue des Batignolles; 15, rue de Châteaudun; 53, rue du Bac, etc.

EN VOULEZ-VOUS DU CAFÉ ?

Les habitants de la rue Antony étaient mis en émoi hier soir, à cinq heures, par un vacarme épouvantable partant d'un immeuble où des vitres volaient en éclats. Quelques secondes après, une fenêtre s'ouvrait et il tombait des meubles et des objets divers dont les passants avaient grand mal à se garer.

Un marchand de café, nommé Paul Guin, était subitement devenu fou furieux et, après avoir brisé successivement des vitres, avait jeté les morceaux dans la rue.

Il se saisit ensuite de balles de café et cria d'une voix de Stentor :

— En voulez-vous du café ? Tenez, en voilà !

Et il en fit tomber une avalanche, à la grande joie des badauds qui en emplirent leurs poches. Plusieurs dans le voisinage battirent même pour obtenir une part de butin plus large.

Il fallut l'intervention de M. Daltroff, commissaire du quartier, et de cinq ou six agents pour mettre fin à cette scène. Le magistrat put, par surprise, se rendre maître du pauvre fou qui a été dirigé sur l'infirmerie spéciale du Dépôt.

Jean de Paris.

Mémoire. — Un ouvrier, Pierre Feber, âgé de quarante-huit ans, qui travaillait, hier, à la démolition d'immeubles dans le passage du Saumon, rue Montmartre, est tombé de la hauteur du cinquième étage. La mort a été instantanée.

* Porte-bouteilles en fer Barbon, méd. d'or 1889. Art. de cave (Nouv. tarif), 52, rue Montmartre, Paris.

J. de P.

Gazette des Tribunaux

CHAMBRE DES APPELS CORRECTIONNELS : La Ligue de la Patrie française. — 2^e CHAMBRE CIVILE : Le procès en séparation de biens de M. et Mme Georges Hugo. — NOUVELLES JUDICIAIRES.

Le procès de la Ligue de la Patrie française est venu, hier, devant la Chambre des appels correctionnels, présidée par M. de Boissière.

Dix personnes dans la salle. Par une aimable attention du président, un fauteuil a été réservé à M. Jules Lemaitre qui comparait, entouré de MM. Dausset, Syveton et Vaugoules, les condamnés du 18 avril.

Après un bref rapport de M. le conseiller Madier, l'éminent académicien prend la parole pour prononcer un plaidoyer qui se transforme, aux premiers mots, en un énergique réquisitoire contre les magistrats de première instance et contre le gouvernement.

M. Jules Lemaitre déclare qu'il combat sans grandes illusions et simplement pour l'honneur. La bonté éblouissante de sa cause n'a pas convaincu les premiers juges, aura-t-il la candeur d'espérer que les conseillers de la Cour agissent d'autre sorte et la naïveté d'attendre un arrêt infirmant la décision du Tribunal correctionnel ?

Le président écoute et sourit. L'orateur parle de la tyrannie d'un Pouvoir qui interdit à la Monnaie la frappe des médailles destinées par les membres de la Ligue au commandant Marchand et au général Gallieni. Il stigmatisait la faction dont les citoyens sont obligés de supporter les caprices oppressifs.

Le président ne sourit plus. Il réprime mal des gestes d'impatience. Sans le voir, M. Lemaitre continue :

— La condamnation que les premiers juges nous ont infligée des plus dures : 46 francs d'amende, et 46 francs d'amende que nous aurons même pas à payer ; mais la condamnation la plus douce peut recouvrer un abîme d'iniquité. Elle peut être monstrueuse par ce qu'elle signifie. Or, ce qu'elle signifie ici, c'est que nous sommes en proie à l'arbitraire gouvernemental ; c'est que nous ne sommes pas un petit libre.

La fraternité ? N'en parlons pas ! L'égalité ? Le procès actuel, les choix faits pour les poursuites en disent long sur ce point. La liberté ? Il y a la liberté de la presse, la liberté de réunion dont quelques-uns seulement peuvent jouir. Mais la liberté d'association, la seule dont tout le monde profiterait, nous ne l'avons pas.

Et qui nous poursuit ? Un gouvernement dont plus de la moitié appartient à une secte

qui vise à l'oppression des consciences et à l'accaparement des pouvoirs publics. C'est ainsi, pourtant, qu'on a dû rendre contre nous un jugement dont les premiers juges ont eu honte...

A ces mots le président interrompt :

— Pardon ! monsieur Jules Lemaitre. Je ne puis laisser passer l'opinion que vous venez d'émettre sur des magistrats. Elle n'a pas échappé à l'improvisation... Je vous interdis de continuer et je donne la parole à votre défenseur.

Surpris, M. Lemaitre insiste :

— Le président. — Il y a eu dans vos explications une série d'expressions que la Cour, encore une fois, ne peut laisser passer. Ce n'est pas ainsi qu'on peut s'exprimer devant elle.

M. Lemaitre. — Au moins, puis-je répondre ?

Le président. — Sur une affaire qui touche à la politique, vous avez pu dire, au point de vue politique, certaines choses que la Cour n'a pas à apprécier. Mais en ce qui concerne les magistrats qui vous ont jugé, vous avez émis des appréciations injurieuses qui ne peuvent être admises ici. Vous avez dit vous levez, cependant ! Et vous connaissez mieux que personne la valeur des mots.

M. Clunet, vous avez la parole.

M. Clunet qui, avec MM. Chenu et Michel Pelletier, assiste les prévenus, se lève et supplie la Cour d'entendre M. Jules Lemaitre jusqu'au bout.

Le président. — Si M. Lemaitre doit s'abstenir de toute expression de nature à provoquer des observations analogues à celles que je viens de faire, il peut continuer.

M. Lemaitre. — Pouvez-vous penser que j'offense les premiers juges, puisque je voulais dire simplement qu'ils étaient, au fond, d'accord avec nous ?

L'incident est clos.

Le président de la Ligue de la Patrie française termine en déclarant que ses amis et lui ont pour but de développer dans la masse les plus nobles idées. C'est une propagande patriotique qu'ils ont entreprise. Les juges ne voudront pas l'arrêter dans son essor.

— En confirmant la décision des premiers juges, déclare-t-il en terminant, vous condamnez cette loi morte qu'on invoque contre nous. Mais en ne nous condamnant pas, vous la condamnez encore mieux, en attendant que son cadavre soit balayé. J'ai fini.

Breves observations de M. Clunet auxqueltes s'associent les autres défenseurs. Réquisitoire de M. l'avocat-général Van Cassel, qui demande à la Cour d'appliquer la loi sans la discuter, « le magistrat n'ayant pas à apprécier les articles du Code dont il est chargé d'assurer le respect ».

Après une courte délibération la Cour a confirmé la condamnation à 46 francs d'amende, avec loi Bérenger, prononcée en première instance contre les prévenus, « qui ne peuvent, dit l'arrêt, excoier de leur bonne foi puisqu'ils ont reconnu qu'ils faisaient partie d'une association de plus de vingt membres, pour laquelle l'autorisation gouvernementale — qu'ils n'ont pas obtenue — était nécessaire. »

Mme Georges Hugo plaide en séparation de biens contre son mari et l'affaire est venue, hier, devant le Tribunal.

M. et Mme Georges Hugo contractèrent mariage en 1894. La fortune personnelle du conjoint, comme on dit en style de contrat, s'élevait à près de 800,000 francs.

Au nom de la demanderesse, M. Albert Clumeneau fait grief, devant le Tribunal, au petit-fils de l'auteur des *Châtiments*, d'avoir dispersé aux quatre vents toute cette fortune.

Il déclare, en outre, qu'une somme de 40,000 francs provenant de la dot de Mme Hugo, née Ménard-Dorian, a été dépensée. En villégiature à Trouville, M. Hugo aurait également souscrit une traite de dix mille francs pour des besoins particuliers, et cette traite dut être payée, sous menace de saisie, par sa femme.

Il est donc dans l'intérêt bien compris des deux époux et de leurs enfants de prononcer la séparation de biens.

M. Lenoble, avocat de M. Hugo, a répondu que rien ne prouvait que celui-ci avait dissipé sa fortune, et que c'était à Mme Hugo qu'il incombait d'apporter cette preuve.

— Les dettes dont il est parlé, ajoute M. Lenoble, constituaient soit des dettes personnelles, soit des dettes de communauté qu'il appartenait à la femme de payer sur ses revenus.

Au sujet de la traite de 10,000 francs, le juge a obtenu de M. Georges Hugo a été rendu par défaut. Peut-on savoir si, sur opposition à ce jugement, mon client ne soulèvera pas des exceptions, l'exception de jeu, par exemple ?

— La preuve est faite, et ne vous concerne pas ; je vous l'explique, afin de vous faire comprendre pourquoi je désire recevoir la somme entière.

Si vous désirez un nombre de pages moindre, je demanderai la même somme. C'est à vous de décider.

Si je pèse trop sur la *Revue de Paris*, ce ne sera pas pour longtemps. Notre traité peut s'arrêter en février.

Moi, je crois, — et c'est une grande overture, — que deux feuilles [d'impression] faites par moi à la *Revue* valent bien cinq cents francs, et je suis, sous ce rapport, dans l'impénitence finale.

Quant à ne faire que des contes, quoi que ce soit, à mon avis, — autre hérésie peut-être, — l'expression la plus rare de la littérature, je ne veux pas être exclusivement un conteur. Autre est ma destinée. La preuve me regarde.

Je ne connais que trop bien la paucité de mon public, et je ne sais si j'en dois être triste ou fier. Tout cela m'est indifférent. Il y a, comme j'ai en l'honneur de vous le dire, beaucoup d'amour pour l'art dans mes travaux. Vous êtes le juge de l'utilité dont je puis être à la *Revue*, et moi [celui] de la valeur de mon temps. J'ai l'avantage de pouvoir faire des comparaisons, et, aujourd'hui, la li-

M. Lenoble déclare enfin que la dot de Mme Hugo n'est pas en péril, se trouvant placée chez son père, et que l'immeuble de la rue de la Faisanderie renferme des bibelots précieux achetés au cours du mariage par le mari.

A quinzaine les conclusions du ministère public dans cette affaire, qui a été plaidée très discrètement des deux côtés de la barre.

Les palmes académiques.

Un nommé Trépan comparaissait hier devant le jury de la Seine, pour détournements commis au préjudice de son patron.

Un des témoins du procès était M. Perras, attaché au cabinet du ministre de l'Instruction publique.

— Depuis plusieurs années, déclare M. Perras, je connais Trépan. C'est un charmant garçon, bon camarade et, ce qui ne gâte rien, toujours prêt à donner les « tuyaux » sur les courses.

M. Perras allait se retirer. M. Bérard, qui défend un coaccusé de Trépan, le prie d'attendre. Une simple question !

— Le témoin pourrait-il nous dire s'il reconnaît à Trépan des mérites littéraires ?

M. Perras garde le silence.

M. Bérard. — Ce silence a lieu de me surprendre de la part du témoin, car l'accusé est décoré des palmes académiques, grâce à lui !

M. Perras. — Je l'avoue ; c'est moi qui ai fait donner à Trépan les palmes académiques par mon ministre ! (Explosion de rires.)

On nous saura gré de dévoiler le nom du sympathique attaché au ministère. S'il n'est pas, dès demain, assailli de demandes !

Plusieurs journaux ont annoncé que M. Grosjean avait été entendu, samedi, par M. le premier président Forichon au sujet de l'affaire Cugnet. La nouvelle est absolument inexacte.

M. Grosjean attend la nomination d'un conseiller rapporteur et refuse de suivre le garde des sceaux dans la procédure engagée contre lui pour la circonstance.

Au grade d'officier : M. Brossard de Corbiog, capitaine de frégate de réserve ; Keller, chef d'escadron d'artillerie de marine de réserve.

Au grade de chevalier : M. Nèple, lieutenant de vaisseau de réserve ; Ricaud, mécanicien principal de 1^{re} classe de réserve ; Lambelin, capitaine d'infanterie de marine de réserve ; Lourties, sous-commissaire de réserve ; Quinquamps, sous-chef de musique en retraite.

Sur suite d'une indisposition de M. Grimaux et sur demande de M. Demombynes, Lévy-Salles, Bergougnan et Réville, les débats du procès de la Ligue des Droits de l'homme sont remis au 13 juin.

George Grippon.

A L'HOTEL DE VILLE

Au début de la séance d'hier, le président Lucipia fait connaître qu'un éboulement s'est produit dans le grand collecteur, près du pont Solferino, et que quatre ouvriers ont été atteints. Il est allé les visiter à l'hôpital Laennec pour leur apporter les encouragements du Conseil et pour savoir s'ils avaient besoin de secours. Ce ne peut être leur cas, puisqu'ils appartiennent à la Compagnie d'Orléans.

Le président annonce également que la Commission du personnel de la préfecture de la Seine s'est constituée comme suit :

Président : M. Navarre ; vice-président : M. Chauveau ; secrétaire : M. Grébaud.

Une proposition de M. Ch. Vaudet, tendant à ce que, dans ses nombreux achats au Salon, la Ville de Paris en réserve au moins la moitié en faveur des artistes parisiens, est renvoyée à la Commission compétente.

M. Lamaprou propose de passer à l'ordre du jour sur la pétition de M. Edouard Drumont sollicitant un emplacement pour l'érection d'un monument au marquis de Morès.

M. Roger-Lambelin réplique que cette proposition n'a pas un caractère politique :

— Elle tend simplement à honorer un homme d'action qui a cherché à augmenter la puissance de la France en Afrique.

M. Breuille craint que ce projet soit une cause de discorde.

Il pourrait être interprété comme une manifestation antisémite, mais je serais disposé à voter un monument à la mémoire de tous ceux qui ont servi la France par leur courage et leur esprit d'entreprise.

M. Blondel estime qu'à un point de vue plus général, le Conseil doit éviter de s'associer à l'érection de statues d'hommes dont la mort est encore récente, et sur le mérite desquels l'opinion publique n'a pas eu le temps de se prononcer.

— Paris et la province sont encombrés de statues de prétendus grands hommes et on finit par sophistiquer l'histoire.

Bref, l'ordre du jour est prononcé.

M. Landrin fait adopter le plan de

campagne d'améliorations et de transformations d'égouts à exécuter en 1899, et la construction d'une usine élévatrice à Ivry.

M. Lambelin appelle de nouveau l'attention de l'administration sur la destruction des arbres de l'esplanade des Invalides. On veut établir rue Fabert une plate-forme roulante qui menace l'existence de deux rangées d'arbres !

M. Arsène Lopin se joint à son collègue pour signaler « le sans-gêne avec lequel procède l'administration de l'Exposition en ce qui concerne l'occupation des terres-pleins et des trottoirs, et ce au grand dommage des riverains, qui ne sont même pas prévenus à l'avance ».

M. le directeur des travaux dit que des ordres ont été donnés pour que les riverains de l'Exposition soient aussi peu gênés que possible. Quant aux arbres de la rue Fabert, les précautions sont prises pour qu'ils sortent sains et saufs des travaux au milieu desquels ils se trouvent.

Enfin le Conseil renvoie à la Commission de l'Exposition une motion de M. Lambelin, portant que les services de l'Exposition devront remplacer les arbres dont la perte sera due à l'état de la plate-forme de la rue Fabert, et subsidiairement interdisant tout travail de nature à compromettre l'existence des arbres des promenades et des avenues de Paris, s'il n'a pas été expressément autorisé par le Conseil municipal.

Henri Hamois.

Informations

A l'Élysée. — Le Président de la République a reçu hier matin MM. Pouget, premier président de la Cour d'appel de Paris ; l'évêque d'Agde, les généraux Béranger et de La Pommeraye, le président et le bureau de la Société des amis des arts ; l'inspecteur général Chatain, MM. Octave Gréard, membre de l'Institut ; Cosnard, maire du dix-septième arrondissement ; Tailhot, pharmacien principal de la marine ; le ministre de Colombie, et MM. Berchon, premier président de la Cour d'appel de Rouen, et Black, procureur général près la même Cour.

Légion d'honneur. — Sont promus ou nommés dans la Légion d'honneur :

Au grade d'officier : M. Brossard de Corbiog, capitaine de frégate de réserve ; Keller, chef d'escadron d'artillerie de marine de réserve.

Au grade de chevalier : M. Nèple, lieutenant de vaisseau de réserve ; Ricaud, mécanicien principal de 1^{re} classe de réserve ; Lambelin, capitaine d'infanterie de marine de réserve ; Lourties, sous-commissaire de réserve ; Quinquamps, sous-chef de musique en retraite.

Sur suite d'une indisposition de M. Grimaux et sur demande de M. Demombynes, Lévy-Salles, Bergougnan et Réville, les débats du procès de la Ligue des Droits de l'homme sont remis au 13 juin.

Au grade d'officier : M. Brossard de Corbiog, capitaine de frégate de réserve ; Keller, chef d'escadron d'artillerie de marine de réserve.

Au grade de chevalier : M. Nèple, lieutenant de vaisseau de réserve ; Ricaud, mécanicien principal de 1^{re} classe de réserve ; Lambelin, capitaine d'infanterie de marine de réserve ; Lourties, sous-commissaire de réserve ; Quinquamps, sous-chef de musique en retraite.

Sur suite d'une indisposition de M. Grimaux et sur demande de M. Demombynes, Lévy-Salles, Bergougnan et Réville, les débats du procès de la Ligue des Droits de l'homme sont remis au 13 juin.

Au grade d'officier : M. Brossard de Corbiog, capitaine de frégate de réserve ; Keller, chef d'escadron d'artillerie de marine de réserve.

Au grade de chevalier : M. Nèple, lieutenant de vaisseau de réserve ; Ricaud, mécanicien principal de 1^{re} classe de réserve ; Lambelin, capitaine d'infanterie de marine de réserve ; Lourties, sous-commissaire de réserve ; Quinquamps, sous-chef de musique en retraite.

Sur suite d'une indisposition de M. Grimaux et sur demande de M. Demombynes, Lévy-Salles, Bergougnan et Réville, les débats du procès de la Ligue des Droits de l'homme sont remis au 13 juin.

Au grade d'officier : M. Brossard de Corbiog, capitaine de frégate de réserve ; Keller, chef d'escadron d'artillerie de marine de réserve.

Au grade de chevalier : M. Nèple, lieutenant de vaisseau de réserve ; Ricaud, mécanicien principal de 1^{re} classe de réserve ; Lambelin, capitaine d'infanterie de marine de réserve ; Lourties, sous-commissaire de réserve ; Quinquamps, sous-chef de musique en retraite.

Sur suite d'une indisposition de M. Grimaux et sur demande de M. Demombynes, Lévy-Salles, Bergougnan et Réville, les débats du procès de la Ligue des Droits de l'homme sont remis au 13 juin.

Au grade d'officier : M. Brossard de Corbiog, capitaine de frégate de réserve ; Keller, chef d'escadron d'artillerie de marine de réserve.

Au grade de chevalier : M. Nèple, lieutenant de vaisseau de réserve ; Ricaud, mécanicien principal de 1^{re} classe de réserve ; Lambelin, capitaine d'infanterie de marine de réserve ; Lourties, sous-commissaire de réserve ; Quinquamps, sous-chef de musique en retraite.

Sur suite d'une indisposition de M. Grimaux et sur demande de M. Demombynes, Lévy-Salles, Bergougnan et Réville, les débats du procès de la Ligue des Droits de l'homme sont remis au 13 juin.

Au grade d'officier : M. Brossard de Corbiog, capitaine de frégate de réserve ; Keller, chef d'escadron d'artillerie de marine de réserve.

Au grade de chevalier : M. Nèple, lieutenant de vaisseau de réserve ; Ricaud, mécanicien principal de 1^{re} classe de réserve ; Lambelin, capitaine d'infanterie de marine de réserve ; Lourties, sous-commissaire de réserve ; Quinquamps, sous-chef de musique en retraite.

Sur suite d'une indisposition de M. Grimaux et sur demande de M. Demombynes, Lévy-Salles, Bergougnan et Réville, les débats du procès de la Ligue des Droits de l'homme sont remis au 13 juin.

Au grade d'officier : M. Brossard de Corbiog, capitaine de frégate de réserve ; Keller, chef d'escadron d'artillerie de marine de réserve.

Au grade de chevalier : M. Nèple, lieutenant de vaisseau de réserve ; Ricaud, mécanicien principal de 1^{re} classe de réserve ; Lambelin, capitaine d'infanterie de marine de réserve ; Lourties, sous-commissaire de réserve ; Quinquamps, sous-chef de musique en retraite.

Sur suite d'une indisposition de M. Grimaux et sur demande de M. Demombynes, Lévy-Salles, Bergougnan et Réville, les débats du procès de la Ligue des Droits de l'homme sont remis au 13 juin.

Au grade d'officier : M. Brossard de Corbiog, capitaine de frégate de réserve ; Keller, chef d'escadron d'artillerie de marine de réserve.

Au grade de chevalier : M. Nèple, lieutenant de vaisseau de réserve ; Ricaud, mécanicien principal de 1^{re} classe de réserve ; Lambelin, capitaine d'infanterie de marine de réserve ; Lourties, sous-commissaire de réserve ; Quinquamps, sous-chef de musique en retraite.

Sur suite d'une indisposition de M. Grimaux et sur demande de M. Demombynes, Lévy-Salles, Bergougnan et Réville, les débats du procès de la Ligue des Droits de l'homme sont remis au 13 juin.

Au grade d'officier : M. Brossard de Corbiog, capitaine de frégate de réserve ; Keller, chef d'escadron d'artillerie de marine de réserve.

Au grade de chevalier : M. Nèple, lieutenant de vaisseau de réserve ; Ricaud, mécanicien principal de 1^{re} classe de réserve ; Lambelin, capitaine d'infanterie de marine de réserve ; Lourties, sous-commissaire de réserve ; Quinquamps, sous-chef de musique en retraite.

Sur suite d'une indisposition de M. Grimaux et sur demande de M. Demombynes, Lévy-Salles, Bergougnan et Réville, les débats du procès de la Ligue des Droits de l'homme sont remis au 13 juin.

Au grade d'officier : M. Brossard de Corbiog, capitaine de frégate de réserve ; Keller, chef d'escadron d'artillerie de marine de réserve.

Au grade de chevalier : M. Nèple, lieutenant de vaisseau de réserve ; Ricaud, mécanicien principal de 1^{re} classe de réserve ; Lambelin, capitaine d'infanterie de marine de réserve ; Lourties, sous-commissaire de réserve ; Quinquamps, sous-chef de musique en retraite.

Sur suite d'une indisposition de M. Grimaux et sur demande de M. Demombynes, Lévy-Salles, Bergougnan et Réville, les débats du procès de la Ligue des Droits de l'homme sont remis au 13 juin.

Au grade d'officier : M. Brossard de Corbiog, capitaine de frégate de réserve ; Keller, chef d'escadron d'artillerie de marine de réserve.

Au grade de chevalier : M. Nèple, lieutenant de vaisseau de réserve ; Ricaud, mécanicien principal de 1^{re} classe de réserve ; Lambelin, capitaine d'infanterie de marine de réserve ; Lourties, sous-commissaire de réserve ; Quinquamps, sous-chef de musique en retraite.

Sur suite d'une indisposition de M. Grimaux et sur demande de M. Demombynes, Lévy-Salles, Bergougnan et Réville, les débats du procès de la Ligue des Droits de l'homme sont remis au 13 juin.

Au grade d'officier : M. Brossard de Corbiog, capitaine de frégate de réserve ; Keller, chef d'escadron d'artillerie de marine de réserve.

nous voyons s'ouvrir devant nous un siècle plein de promesses et d'espérance.

Bien loin sont déjà les jours noirs et tristes où chacun a fait si vaillamment son devoir pour défendre pied à pied le sol de notre chère patrie. Puis les ans sont venus, et des peines aussi, sans jamais affaiblir ni ternir notre foi en l'avenir.

Aujourd'hui qu'il est prochain, sentons-nous les coudes et rallions-nous sous le drapeau, vers l'avenir, de notre brave armée. Je lève mon verre à la France et à vous mes chers compagnons d'armes. Vive le 60^e régiment des mobiles de 70 !

Après un tonnerre d'applaudissements, les mobiles ont nommé le duc de Bojano, président d'honneur de leur Société, puis se sont séparés en promettant de se retrouver tous, l'an prochain, au même endroit, pour eux plein de souvenirs.

La loi sur les accidents du travail

Brest. — Dans une réunion de tous les industriels de l'arrondissement de Brest, organisée par la Chambre de commerce, qui eu lieu dans la salle du Tribunal de commerce, à dix heures, et qui était présidée par MM. Marille et Lebra, président du Tribunal de commerce, un ordre du jour a été voté, protestant contre la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, et demandant qu'il soit sursis à son application jusqu'au 1^{er} janvier 1900, pour une nouvelle étude de la loi.

M. Marille, dans un long exposé, a dit que « si les ouvriers ont des droits, les patrons en ont aussi ; nous sommes Français comme eux ; or, on veut nous écraser, nous devons nous défendre ».

De leur côté, les syndicats ouvriers avaient organisé une réunion générale à la salle de Venise et ont voté un ordre du jour protestant contre les délibérations patronales de mandant le retrait de la loi. Les ouvriers réclament le maintien intégral de la loi et son application à partir du 1^{er} juin.

Evreux. — Plus de trois cents industriels du département de l'Eure se sont réunis hier à Evreux, pour protester contre la loi sur les accidents du travail. Après une conférence de M. Paul Coulet, avocat à la Cour d'appel de Paris, qui en a montré les conséquences désastreuses, l'assemblée a voté à l'unanimité un ordre du jour demandant que la loi du 9 avril 1898 ne soit mise en vigueur qu'après qu'elle aura été révisée de manière à ne pas causer la ruine de la petite industrie et du commerce d'exportation.

Un comité de défense a été nommé séance tenante.

Blois. — Six cents industriels, réunis à la mairie de Blois, sur la convocation de la Chambre de commerce, ont voté l'ordre du jour suivant :

Les industriels et les chefs d'entreprises du département du Loiret-et-Cher, réunis au nombre de six cents à l'hôtel de ville de Blois, protestent énergiquement contre la loi sur les accidents du travail.

Il demandent que l'application en soit ajournée au 1^{er} janvier 1900, et que la loi soit révisée dans un sens plus favorable à la fois aux patrons et aux ouvriers.

Notaire en fuite

BERNAY. — M. C..., notaire à Bernay, s'est enfui, laissant un déficit considérable évalué à plus de deux millions.

Le Parquet a fait apposer les scellés. L'opinion publique est vivement surexcitée et la consternation est générale.

400 à 500 fr. par mois. — Ecrire O. G. P. Figaro.

GRATIEUX 40 minutes gare d'Enghien, à louer GRANDE VILLA confortablement meublée, 7 chambres, 6^{es} cabinets toilette, salon, billard. Jardin 4,500 m². Eau, gaz. Droit de pêche et bateau sur les deux lacs. S'adresser au Jardinier, avenue Girardin, 5, et avenue Barbe-Bleue, 17.

